

Voilà le genre de renseignement que l'on avait communiqué aux Canadiens. Faut-il alors s'étonner que le public soit sceptique? Mon intention n'est pas de blâmer les entreprises, mais de rappeler ce qu'elles avaient déclaré publiquement et de montrer qu'elles se sont trompées.

Je me souviens d'une visite au Ranchmen's Club de Calgary où j'ai rencontré quelques pétroliers. Je leur ai demandé comment ils pouvaient imaginer que les citoyens allaient les croire étant donné leur attitude. Ils m'ont répondu qu'ils ne mentaient pas ni n'essayaient de déformer la vérité, mais qu'ils avaient raffiné leurs données. Ils s'estimaient maintenant plus en mesure d'établir les réserves réelles grâce à des techniques nouvelles.

En l'espace de six ans, nous sommes passés de 101 milliards à 15 milliards de barils, alors que nous n'en avons consommé qu'environ quatre milliards. C'est ce qui explique pourquoi les Canadiens sont si sceptiques. Je suis persuadé qu'il est très difficile, au Canada comme dans le monde entier, d'affirmer que les réserves de pétrole sont suffisantes. Cela, je le répète à la Chambre depuis 8 ans. Mais je ne l'aurais pas fait si j'avais écouté les sociétés pétrolières. Et les Canadiens ont bien des raisons de ne pas les croire sur parole.

Je voudrais maintenant commenter l'attitude du parti conservateur au cours des dernières années. Chaque fois que nous avons essayé . . .

● (1620)

Des voix: Oh, oh!

M. McRae: En fait, je me réjouis d'avoir obtenu l'appui des députés d'en face. J'estime simplement qu'ils devraient nous l'accorder maintenant car notre idée est bonne. Mais c'est une autre affaire.

Chaque fois que nous avons essayé d'améliorer la situation d'une façon ou d'une autre, par exemple quand nous avons présenté la loi sur l'administration du pétrole, la loi d'urgence sur la répartition des approvisionnements—nous avons présenté deux mesures en fait—quand nous avons présenté la loi sur l'Agence de surveillance des prix du secteur pétrolier et avons cherché à déterminer le coût de cette agence, ainsi de suite, et enfin quand nous avons mis sur pied Petro-Canada, nous avons eu droit à de l'obstruction pratiquement systématique de la part des députés d'en face, pour toutes et chacune de ces mesures. Elles avaient toutes pour objet d'améliorer la situation pétrolière et gazière qui était alors en perte de vitesse. Mais on nous répondait chaque fois que le pays n'avait pas besoin de ces mesures législatives, que le secteur énergétique réussirait à se débrouiller, et ainsi de suite. Les députés d'en face semblaient persuadés que les sociétés réussiraient à résoudre le problème.

Certes, les sociétés pétrolières devront contribuer à trouver une solution, cela ne fait aucun doute. Je ne dis pas qu'elles aient jusqu'ici fait erreur sur toute la ligne. Mais il demeure qu'il leur faudra faire des concessions, tout comme le gouvernement d'ailleurs, et que ce dernier devra en outre rectifier son tir, s'il tient à aplanir ces difficultés.

S'il me reste quelques minutes, je voudrais vous entretenir du budget. Il contient un certain nombre de mesures qui, à mon avis, nous permettront de corriger la situation. De toute évidence, le gouvernement intervient pour la première fois dans ce domaine. Voilà pourquoi je comprends que le NPD ait tellement de mal à souscrire à nos initiatives particulières en ce

moment, en raison de l'intervention gouvernementale prévue dans le budget au titre du programme énergétique. Cela ne fait aucun doute. Nous affirmons, entre autres choses dans ce budget, que nous comptons donner de plus amples pouvoirs à Petro-Canada et acheter quelques autres multinationales. Ce sont là certaines des mesures préconisées dans le programme énergétique.

C'est aussi un programme qui aura des effets très importants à mon avis. En fait d'approvisionnements pétroliers nationaux, et il importe à mon avis d'envisager la chose sur ce plan, l'avenir est aux sables bitumineux et aux pétroles lourds. Je ne pense pas qu'il y ait grand-chose d'autre dans les gisements strictement traditionnels. Je ne pense pas qu'il y aura d'augmentations importantes du côté du brut conventionnel. Voilà une des critiques, une des raisons qui font regretter à certains que les appareils de forage quittent le Canada, mais je m'interroge à ce sujet. Je me demande pourquoi les appareils quittent le Canada, et si c'est mauvais dans la conjoncture actuelle. Jetons un coup d'œil du côté du gaz. Nous avons des milliers et des milliers de . . .

Une voix: Et si nous avons tant de gaz, vous allez l'exporter.

M. McRae: Je tenais pourtant à dire cela moi-même. Les néo-démocrates sont donc d'accord avec l'ensemble du programme. Nous donnons toutes sortes d'incitations aux sociétés . . .

Une voix: Et voilà pourquoi les appareils s'en vont.

M. McRae: . . . pour qu'elles aillent faire de l'exploration, trouver ce gaz et exploiter les puits, puis elles cherchent à exporter le gaz. Ce n'est pas moi qui veux l'exporter, ce sont les compagnies—elles affirment qu'il faut continuer d'exporter. Je me demande pourquoi les gouvernements encouragent les sociétés à découvrir et à exporter une ressource dont nous allons avoir désespérément besoin dans 20 ans. D'accord pour le pétrole; s'il y en a à découvrir, qu'on le trouve. Je ne pense pas qu'il reste tant de brut traditionnel à découvrir, en tout cas pas au sud du 50^e parallèle. Je pense que les incitations sont justifiées, mais si certaines ne le sont pas, et je m'inquiète que personne ne parle . . .

Une voix: Vous parlez de trouver des réserves de pétrole mais . . .

M. McRae: Je m'inquiète que personne ne dise qu'il n'y a pas suffisamment d'incitations pour le traitement secondaire et tertiaire. Je veux tirer cela au clair, et si c'est vrai, peut-être en faudrait-il plus.

Fondamentalement, occupons-nous du nœud du problème, qui est à mon avis les sables bitumineux et le pétrole lourd. Nous avons siégé à notre comité quand nous étions dans l'opposition, et on nous a dit par lettres et autrement que c'est \$20 environ qu'il faudrait payer pour tirer un baril de pétrole des sables bitumineux. Voilà le chiffre que nous ont donné les industriels. Ce chiffre est peut-être un peu bas, et je veux bien l'admettre. Mais voilà qu'un an après on nous dit que \$38 le baril ne suffisent pas.

Une voix: Pourquoi l'acceptez-vous?

M. McRae: J'adorerais me lancer dans un grand discours pour l'expliquer aux néo-démocrates, mais ce n'est pas possible pour le moment. Ils nous disent que \$38 ne suffisent pas et ne leur permettent pas d'arriver. Je me demande pourquoi . . .

Une voix: C'est ce que dit votre ministre.